

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, le 27 juillet 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cahier des charges pour le service de téléphonie vocale et la procédure relative à l'attribution des autorisations individuelles ainsi que l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et de l'exploitation de réseaux publics de télécommunications", a donné le 25 septembre 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 27 juli 2000 door de Minister van Telecommunicatie, Overheidsbedrijven en Participaties verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van het bestek van toepassing op de spraaktelefoon dienst en de procedure inzake de toekenning van individuele vergunningen alsook van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 betreffende de voorwaarden inzake aanleg en exploitatie van openbare telecommunicatienetwerken", heeft op 25 september 2000 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE

L'article 3, alinéa 5, de la directive 90/388/CEE de la Commission du 28 juin 1990 relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications dispose :

"Les Etats membres prennent les mesures nécessaires pour que ces procédures de déclaration ou d'octroi de licences relatives à la fourniture de services de téléphonie vocale et de réseaux publics de télécommunications soient publiées au plus tard le 1er juillet 1997. La Commission vérifie la compatibilité desdits projets avec le Traité avant qu'ils ne soient mis en oeuvre."

Même s'il ne s'agit en l'occurrence que d'une modification partielle de ces procédures et même si le projet a partiellement pour objet, en ce qui concerne les procédures en question, de donner suite à un avis motivé de la Commission adressé au titre de l'article 226 du Traité CE, concernant la transposition incorrecte en droit interne de la directive 97/13/CE du Parlement européen et du Conseil, du 10 avril 1997, relative à un cadre commun pour les autorisations générales et les licences individuelles dans le secteur des services de télécommunications, ces circonstances ne paraissent pas devoir dispenser de l'avis requis par l'article 3, alinéa 5, précité.

L'avis est donné sous réserve de l'accomplissement de cette formalité.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERESIntitulé

Compte tenu du nombre d'arrêtés que le projet entend modifier, il convient de donner à celui-ci l'intitulé suivant :

"Arrêté royal portant modification de diverses dispositions réglementaires en matière de télécommunications.".

Salutation

Il y a lieu d'ajouter la formule de salutation.

PréambuleAlinéa 1er

L'intitulé de l'arrêté royal du 21 décembre 1999 est inexact. De plus, l'article 92bis de la loi du 21 mars 1991 est également le fondement légal de l'arrêté en projet et doit être inséré au préambule.

Il est proposé de rédiger cet alinéa comme suit :

"Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 87, remplacé par la loi du 19 décembre 1997 et modifié par les arrêtés royaux du 4 mars 1999 et 21 décembre

.../...

1999, l'article 92bis, remplacé par la loi du 19 décembre 1997 et modifié par les arrêtés royaux des 4 mars 1999 et 21 décembre 1999 et par la loi du 3 juillet 2000 et les articles 93 à 96, remplacés par la loi du 3 juillet 2000;".

Alinéas 2 et 3

Il y a lieu de mentionner les arrêtés royaux modifiés par le projet comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilephone GSM, notamment l'article 6, et les articles 11 et 12, remplacés par l'arrêté royal du 24 octobre 1997;

Vu l'arrêté royal du 8 septembre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation du réseau de mobilophonie MOB2, notamment les articles 6, 11 et 12;

Vu l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800, notamment les articles 7 et 12;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cahier des charges pour le service de téléphonie vocale et la procédure relative à l'attribution des autorisations individuelles, notamment les articles 4, 10, 24, 28 et 30;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications, notamment l'article 3,

.../...

modifié par l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 2000 et les articles 5, 10, 25, 28 et 30;

Vu l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif au cahier des charges applicable à l'exploitation des services de communications personnelles mobiles par satellite, notamment les articles 5 et 7;

Vu l'arrêté royal du 4 octobre 1999 fixant le cahier des charges pour le service de radiomessagerie et la procédure relative à l'attribution de licences individuelles, notamment l'article 7;".

Alinéa nouveau

Il convient d'ajouter un nouvel alinéa rédigé comme suit :

"Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 13 juillet 2000;".

Alinéa 6

Il convient de remplacer l'alinéa 6 relatif à l'avis donné par le Conseil d'Etat par les deux alinéas suivants :

"Vu la délibération du Conseil des ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

.../...

Vu l'avis 30.523/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 septembre 2000;".

Alinéa 7

Le considérant relatif à la transposition des directives 97/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 avril 1997, et 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999, avec leur intitulé exact, sera reformulé sans faire référence à l'"urgence".

Proposant

Celui-ci doit être formulé comme suit :

"Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,".

Dispositif

Observations générales

1. Le groupement normal d'articles se fait en chapitres, lesquels peuvent être ensuite divisés en sections. Il convient de modifier l'arrêté en projet en conséquence et de grouper ses articles en chapitres. La "section 1" devient donc le "Chapitre premier".

.../...

2. Les articles 14 à 17, 20 et 21 de l'arrêté en projet sont relatifs à des modifications apportées à d'autres arrêtés royaux que les deux arrêtés visés dans l'intitulé. Ils doivent être groupés dans un troisième chapitre. Les articles 18 et 19 doivent être insérés dans le chapitre relatif à l'arrêté royal qu'ils modifient.

Article 2

Sous le a), il faut insérer une virgule après les mots "dans le § 1er".

La même observation vaut pour l'article 9.

Articles 3 et 4

Ces dispositions tendent à modifier les règles de procédure dans l'hypothèse où le titulaire de la licence de téléphonie vocale souhaite modifier son offre de service ou lorsque le ministre décide qu'une adaptation de la licence s'impose.

Dans son avis rendu sur le projet devenu l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cahier des charges pour le service de téléphonie vocale et la procédure relative à l'attribution des autorisations individuelles, la section de législation avait fait observer que la disposition en projet

.../...

sur cette question (1) était incompréhensible car on n'apercevait pas la différence entre les modifications apportées à une autorisation et l'adaptation de celle-ci (2).

A la suite de cet avis, le texte a été modifié. Force est toutefois de constater que le texte adopté n'est guère plus clair, puisqu'il y est question d'"ajustements", à apporter par l'Institut, et d'"adaptations", à effectuer par le ministre, sans toutefois préciser ce qui distingue les "ajustements" des "adaptations".

Par ailleurs, à côté de ces "ajustements" ou de ces "adaptations" résultant du souhait exprimé par l'opérateur d'apporter des modifications au service qu'il offre, l'article 30, § 4, de l'arrêté royal du 22 juin 1998 prévoit la possibilité pour le ministre d'imposer à l'opérateur une "adaptation" de sa licence. Dans cette hypothèse, l'opérateur "dispose d'un délai de deux mois à compter de la date de la poste, pour faire une proposition à l'Institut concernant toutes les mesures nécessaires à la régularisation de sa situation".

(1) La disposition de l'article 30, § 1er, en projet était formulée comme suit:

"L'opérateur informe immédiatement l'Institut de toutes les modifications à son service. Si nécessaire, l'Institut apporte les modifications nécessaires à son autorisation individuelle qui ne justifient pas une adaptation de son autorisation. L'Institut informe le ministre de ces modifications."

(2) Avis L. 27.309/4 donné le 11 mars 1998.

Dans les deux cas d'"adaptations" de la licence, il est renvoyé à la procédure prévue par l'article 28, qui est celle suivie pour l'octroi des autorisations par le ministre.

Le projet tend à insérer un article 30bis "afin", selon le Rapport au Roi, "de préciser la procédure applicable en cas de modification de l'autorisation individuelle", que celle-ci soit sollicitée par le titulaire de la licence ou imposée par le ministre.

Tel qu'il est rédigé, l'article 30bis laisse subsister certaines incertitudes sur cette procédure.

Le point de départ de la procédure serait "l'introduction de la demande". Or l'article 30 prévoit comme point de départ, soit une information, de la part de l'opérateur, des modifications qu'il souhaite apporter à son offre de service, soit une décision du ministre qu'une adaptation s'impose.

Dans le premier cas, si l'on se réfère aux paragraphes 2 et 3 de l'article 30, l'Institut aurait trois possibilités : ou bien il considère que la modification de l'offre de service n'implique pas de changement de l'autorisation, ou bien il considère que cette modification ne nécessite que des ajustements qu'il apporte lui-même, ou bien il considère que celle-ci implique des adaptations, et dans ce cas la procédure de l'article 30bis serait d'application.

.../...

Tout d'abord, on relèvera qu'en vertu de l'article 87 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, il appartient au ministre, sur proposition de l'Institut, de délivrer les autorisations. C'est donc à lui aussi qu'il revient d'en modifier les termes. La possibilité offerte à l'Institut d'"ajuster" l'autorisation est ainsi contraire à la loi. Cette distinction, au demeurant peu claire, entre "ajustements" et "adaptations", doit par conséquent être supprimée.

Ensuite, l'arrêté, tel que modifié par le projet, laisserait incertain le délai dans lequel l'Institut doit fournir une réponse sur la question de savoir si la modification de service que l'opérateur envisage, nécessite ou non une adaptation de l'autorisation. La "demande" dont il est question à l'article 30bis vise-t-elle l'"information" émanant de l'opérateur et visée à l'article 30, § 1er, ou bien faut-il que l'opérateur introduise une demande après que l'Institut lui ait notifié que la modification du service offert impliquait une adaptation de la licence ?

Pour simplifier la procédure, mieux vaudrait prévoir, à l'article 30 de l'arrêté, que lorsque l'opérateur désire apporter à son offre de service de téléphonie vocale une modification qui implique une adaptation de l'autorisation, il introduit à cet effet une demande auprès de l'Institut. Dans ce cas, la procédure telle qu'elle est prévue à l'article 30bis en projet, serait d'application.

.../...

Dans le second cas, celui où le ministre décide que l'autorisation de l'opérateur doit être adaptée, l'article 30, § 4, de l'arrêté royal, tel qu'il est en vigueur, et l'article 30bis en projet comporteraient des contradictions entre eux.

L'article 30, § 4, alinéa 2, fait mention d'une "proposition" de l'opérateur à faire à l'Institut, alors que l'article 30bis prévoit que l'opérateur introduit une "demande". D'autre part, l'alinéa 3 du même paragraphe 4 prévoit que l'Institut fait une "proposition" prenant la forme d'un "avenant à l'autorisation individuelle", tandis que l'article 30bis fait état d'une "recommandation", qui, si elle est positive, prend "la forme d'un projet d'autorisation individuelle". Le projet laisse en outre incertaine la question de savoir ce qu'il advient si l'Institut estime que la proposition de l'opérateur n'est pas suffisante : le ministre peut-il imposer une modification des modalités de l'autorisation ou bien celle-ci est-elle révoquée à défaut pour l'opérateur de faire une proposition satisfaisante ?

L'ensemble des procédures d'octroi et d'adaptations de l'autorisation, dans leurs différentes hypothèses, devrait être repensé.

La même observation vaut, mutatis mutandis, pour les articles 10 et 11.

.../...

Section 2 (devenant le Chapitre II)

Il convient de citer l'arrêté royal du 22 juin 1998 avec son intitulé exact, soit "relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications".

La même observation vaut pour l'article 7 et la phrase liminaire de l'article 18.

Article 7

L'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 2000 modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications a introduit un alinéa 4 à l'article 3 de l'arrêté royal du 22 juin 1998, rédigé comme suit :

"Les conditions fixées aux alinéas 2 et 3 ne sont pas d'application pour le demandeur dont le réseau public de télécommunications utilise exclusivement la boucle locale radio.".

Les alinéas 2 et 3 de l'article 3 de l'arrêté royal du 22 juin 1998 précité étant abrogés, il convient d'abroger également l'alinéa 4 inséré par l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 2000.

.../...

Article 12

Il y a lieu de rédiger la phrase liminaire de la manière suivante :

"Au point 0.6 de l'annexe au même arrêté arrêtant la forme et le contenu des demandes d'autorisation individuelle d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications en application de l'article 27, § 2, de l'arrêté royal du 22 juin 1998 sont apportées les modifications suivantes :".

Article 14

Au 1°, lorsqu'on se réfère à un alinéa déterminé, il y a lieu d'écrire "alinéas 2 et 3" et non "2e et 3e alinéa".

Il en est de même au 2°, où il convient d'écrire "alinéa 3" au lieu de "3e alinéa".

Cette observation vaut également pour les articles 16, 17 et 21.

Article 15

Cette disposition doit être omise, l'arrêté royal du 17 juillet 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de radiomessagerie ERMES ayant été abrogé par l'article 36 de l'arrêté royal du 4 octobre 1999 fixant

.../...

le cahier des charges pour le service de radiomessagerie et la procédure relative à l'attribution de licences individuelles.

Article 23

Cette disposition doit être rédigée comme suit :

"Art. 23. Notre ministre qui a les télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.".

OBSERVATION FINALE

Certaines dispositions des textes français et néerlandais du projet sont susceptibles d'amélioration du point de vue de la correction de la langue. A ce sujet, il est renvoyé aux observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Artikel 3, vijfde alinea, van richtlijn 90/388/EEG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten luidt als volgt :

"De Lid-Staten zorgen ervoor, dat de vergunnings- of aanmeldingsprocedures voor de beschikbaarstelling van spraaktelefonie en van openbare telecommunicatienetten uiterlijk op 1 juli 1997 worden gepubliceerd. De Commissie ziet er voor de tenuitvoerlegging van deze ontwerpen op toe, dat zij met het Verdrag verenigbaar zijn."

Ook al gaat het hier slechts om een gedeeltelijke wijziging van die procedures en al strekt het ontwerp er ten dele toe om, wat de procedures in kwestie betreft, gevolg te geven aan een met redenen omkleed advies dat de Commissie gestuurd heeft krachtens artikel 226 van het EG-Verdrag, betreffende de niet-correcte omzetting in intern recht van richtlijn 97/13/EG van het Europees Parlement en de Raad van 10 april 1997 betreffende een gemeenschappelijk kader voor algemene machtigingen en individuele vergunningen op het gebied van telecommunicatiediensten, lijken die omstandigheden niet te kunnen ontslaan van de kennisgeving die krachtens het voormelde artikel 3, vijfde alinea, is vereist.

Dit advies wordt gegeven onder het voorbehoud dat dit vormvereiste vervuld wordt.

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Opschrift

Gelet op het aantal besluiten dat bij dit ontwerp wordt gewijzigd, dient het opschrift van dit ontwerp als volgt te worden gesteld :

"Koninklijk besluit houdende wijziging van verscheidene verordeningsbepalingen inzake telecommunicatie.".

Begroeting

De begroetingsformule dient te worden ingevoegd.

Aanhef

Eerste lid

Het opschrift van het koninklijk besluit van 21 december 1999 is niet juist weergegeven. Bovendien vormt ook artikel 92bis van de wet van 21 maart 1991 een rechtsgrond van het ontworpen besluit, zodat ook naar die bepaling dient te worden verwezen in de aanhef.

Er wordt voorgesteld dit lid als volgt te redigeren :

.../...

"Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 87, vervangen bij de wet van 19 december 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 maart 1999 en 21 december 1999, op artikel 92bis, vervangen bij de wet van 19 december 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 maart 1999 en 21 december 1999 en bij de wet van 3 juli 2000, en op de artikelen 93 tot 96, vervangen bij de wet van 3 juli 2000;".

Tweede en derde lid

De koninklijke besluiten die bij het ontwerp worden gewijzigd, dienen als volgt te worden vermeld :

"Gelet op het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en de exploitatie van GSM-mobilofoonnetten, inzonderheid op artikel 6, alsmede op de artikelen 11 en 12, vervangen bij het koninklijk besluit van 24 oktober 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 september 1997 betreffende de aanleg en de exploitatie van het MOB2-mobilofoonnet, inzonderheid op de artikelen 6, 11 en 12;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten, inzonderheid op de artikelen 7 en 12;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van het bestek van toepassing op de spraaktelefoondienst en de procedure inzake de toekenning van individuele vergunningen, inzonderheid op de artikelen 4, 10, 24, 28 en 30;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juni 1998 betreffende de voorwaarden inzake aanleg en exploitatie van openbare telecommunicatienetwerken, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 juni 2000, en op de artikelen 5, 10, 25, 28 en 30;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende het bestek van toepassing op de exploitatie van mobiele persoonlijke satellietcommunicatiediensten, inzonderheid op de artikelen 5 en 7;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 tot vaststelling van het bestek van toepassing op de semafoondienst en van de procedure inzake de toekenning van individuele vergunningen, inzonderheid op artikel 7;"

Nieuw lid

Er behoort een als volgt luidend lid te worden toegevoegd :

"Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 13 juli 2000;"

.../...

Zesde lid

Het zesde lid, dat betrekking heeft op het advies van de Raad van State, behoort te worden vervangen door de beide volgende leden :

"Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op advies 30.523/4 van de Raad van State, gegeven op 25 september 2000;"

Zevende lid

Het lid betreffende de omzetting van richtlijn 97/13/EG van het Europees Parlement en de Raad van 10 april 1997 en van richtlijn 1999/5/EG van het Europees Parlement en de Raad van 9 maart 1999 moet worden herschreven met vermelding van het juiste opschrift van die richtlijnen, zonder verwijzing naar de "dringende noodzakelijkheid".

Voordrachtformulier

Het voordrachtformulier behoort als volgt te worden gesteld :

.../...

"Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,".

Dispositief

Algemene opmerkingen

1. Artikelen worden gegroepeerd in hoofdstukken, die verder in afdelingen kunnen worden verdeeld. Het ontworpen besluit behoort dienovereenkomstig te worden gewijzigd en de artikelen ervan dienen te worden samengebracht in hoofdstukken. "Afdeling 1" wordt dan ook "Hoofdstuk I".

2. De artikelen 14 tot 17, 20 en 21 van het ontworpen besluit gaan over wijzigingen aan te brengen in andere koninklijke besluiten dan in de beide besluiten die in het opschrift van het ontwerp worden genoemd. Die artikelen dienen in een hoofdstuk III te worden bijeengebracht. De artikelen 18 en 19 van het ontwerp behoren te worden opgenomen in het hoofdstuk betreffende het koninklijk besluit dat ze wijzigen.

Artikel 2

In de Franse tekst van punt a) dienen de woorden "dans le § 1er" te worden gevolgd door een komma.

.../...

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 9.

Artikelen 3 en 4

Deze bepalingen strekken tot wijziging van de procedureregels wanneer de houder van een vergunning voor spraaktelefonie een wijziging beoogt van de diensten die hij aanbiedt of wanneer de minister besluit dat aanpassing van de vergunning noodzakelijk is.

In het advies dat de afdeling wetgeving heeft uitgebracht over het ontwerp dat het koninklijk besluit van 22 juni 1998 is geworden tot vaststelling van het bestek van toepassing op de spraaktelefoondienst en de procedure inzake de toekenning van individuele vergunningen, heeft ze erop gewezen dat de ontworpen bepaling betreffende deze aan gelegenheid onbegrijpelijk was (1), aangezien het onderscheid tussen wijzigingen die in een vergunning worden aangebracht en de aanpassing van de vergunning zelf niet duidelijk was (2).

(1) Artikel 30, § 1, van het toenmalige ontwerp luidde als volgt :

"De operator brengt het Instituut onmiddellijk op de hoogte van alle wijzigingen in zijn dienst. Indien nodig brengt het Instituut de nodige wijzigingen aan in zijn individuele vergunning waarvoor geen aanpassing van deze vergunning nodig is. Het Instituut brengt de Minister op de hoogte van deze wijzigingen."

(2) Advies L. 27.309/4, dat op 11 maart 1998 is gegeven.

De tekst is naar aanleiding van dat advies gewijzigd. Op te merken valt echter dat de tekst die naderhand aangenomen is nauwelijks duidelijker is, aangezien daarin sprake is van door het Instituut aan te brengen "correcties" en van door de Minister te verrichten "aanpassingen", terwijl niet aangegeven wordt wat die "correcties" en die "aanpassingen" van elkaar onderscheidt.

Naast die "correcties" en die "aanpassingen" die voortvloeien uit de wens van de operator om in de door hem aangeboden diensten wijzigingen aan te brengen, biedt artikel 30, § 4, van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 de minister bovendien de mogelijkheid om de operator een "aanpassing" van zijn vergunning op leggen. In dat geval "beschikt (de operator) over een termijn van twee maanden, te rekenen vanaf de postdatum, om een voorstel in te dienen bij het Instituut betreffende alle maatregelen die noodzakelijk zijn om zijn situatie te regulariseren".

In de twee gevallen van "aanpassing" van de vergunning wordt verwezen naar de procedure bepaald bij artikel 28, namelijk die welke gevolgd wordt voor de toekenning van de vergunningen door de minister.

Het ontwerp beoogt een artikel 30bis in te voegen "om", zoals in het Verslag aan de Koning staat, "de procedure te verduidelijken die toegepast wordt in geval van wijziging van een individuele vergunning", ongeacht of die wijziging aangevraagd wordt door de houder van de vergunning of opgelegd wordt door de minister.

.../...

Zoals artikel 30bis opgesteld is, blijft enige onzekerheid bestaan over deze procedure.

De procedure zou aanvangen met "de indiening van de aanvraag". Volgens artikel 30 echter vangt de procedure aan, ofwel met het op de hoogte brengen door de operator, van de wijzigingen die hij in zijn dienstenaanbod wenst aan te brengen, ofwel met het besluit van de minister dat een aanpassing noodzakelijk is.

In het eerste geval zou het Instituut volgens de paragrafen 2 en 3 van artikel 30 drie mogelijkheden hebben : ofwel oordeelt het dat de wijziging van het dienstenaanbod geen wijziging van de vergunning impliceert, ofwel oordeelt het dat die wijziging alleen door het Instituut zelf aangebrachte correcties behoeft, ofwel gaat het ervan uit dat die wijziging aanpassingen vergt, in welk geval de procedure van artikel 30bis van toepassing zou zijn.

In de eerste plaats dient te worden opgemerkt dat krachtens artikel 87 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, aan de minister, op voorstel van het Instituut, de bevoegdheid toekomt om de vergunningen af te geven. Aan hem behoort dus het recht de voorwaarden ervan te wijzigen. De aan het Instituut geboden mogelijkheid om de vergunning "te corrigeren" is aldus strijdig met de wet. Dat verschil tussen "correcties" en "aanpassingen", dat overigens weinig duidelijk is, moet bijgevolg vervallen.

.../...

Vervolgens laat het besluit, zoals het door het ontwerp gewijzigd wordt, twijfel bestaan omtrent de termijn waarbinnen het Instituut een antwoord dient te verstrekken op de vraag of de wijziging van dienst die overweegt, al dan niet een aanpassing van de vergunning vergt. Wordt met de "aanvraag", waarvan sprake is in artikel 30bis, bedoeld op het "op de hoogte brengen" door de operator, zoals vermeld in artikel 30, § 1, of moet de operator een aanvraag indienen nadat het Instituut hem ervan in kennis heeft gesteld dat de wijziging van de aangeboden dienst een aanpassing van de vergunning impliceert ?

Om de procedure te vereenvoudigen is het beter in artikel 30 van het besluit te bepalen dat wanneer de operator de door hem aangeboden spraaktelefoondienst zodanig wenst te wijzigen dat aanpassing van de vergunning nodig is, hij daartoe bij het Instituut een aanvraag indient. In dat geval zou de procedure, zoals ze in het ontworpen artikel 30bis bepaald is, van toepassing zijn.

In het tweede geval, namelijk dat waarin de minister besluit dat de vergunning van de operator dient te worden aangepast, zou er een contradictie bestaan tussen artikel 30, § 4, van het koninklijk besluit, zoals het van kracht is, en het ontworpen artikel 30bis.

In artikel 30, § 4, tweede lid, wordt gewaagd van een "voorstel" dat de operator aan het Instituut moet doen, terwijl artikel 30bis bepaalt dat de operator een "aanvraag" indient. Daarenboven wordt in het derde lid van dezelfde paragraaf 4 bepaald dat het instituut een "voorstel" doet

.../...

dat "de vorm aanneemt van een aanhangsel bij de individuele vergunning", terwijl in artikel 30bis gewag wordt gemaakt van een "aanbeveling" die, wanneer ze gunstig is, "de vorm aanneemt van een ontwerp van individuele vergunning". In het ontwerp wordt bovendien geen uitsluitsel gegeven omtrent de vraag wat er gebeurt indien het Instituut oordeelt dat het voorstel van de operator onvoldoende is : kan de minister opleggen de nadere regels omtrent de vergunning te wijzigen of wordt die vergunning ingetrokken omdat de operator geen voorstel heeft gedaan dat voldoening schenkt ?

De procedures tot toekenning en aanpassing van de vergunning, in de verschillende mogelijke gevallen, dienen in hun geheel opnieuw te worden bekeken.

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor de artikelen 10 en 11.

Afdeling 2 (die hoofdstuk II wordt)

In de Franse tekst dient het correcte opschrift van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 te worden vermeld, namelijk "relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 7 en voor de inleidende zin van artikel 18.

.../...

Artikel 7

Artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 juni 2000 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 betreffende de voorwaarden inzake aanleg en exploitatie van openbare telecommunicatienetwerken, heeft een vierde lid ingevoegd in artikel 3 van het koninklijk besluit van 22 juni 1998, dat als volgt gesteld is :

"De voorwaarden gesteld in het tweede en derde lid zijn niet van toepassing op de aanvrager die zijn openbaar telecommunicatienet uitsluitend exploiteert door vaste lokale radioverbindingen.".

Aangezien het tweede en derde lid van artikel 3 van het voormelde koninklijk besluit van 22 juni 1998 opgeheven worden, dient ook het vierde lid, ingevoegd bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 juni 2000, te worden opgeheven.

Artikel 12

De inleidende zin dient als volgt te worden gesteld :

"In punt 0.6 van de bijlage bij hetzelfde besluit tot vaststelling van de vorm en de inhoud van de aanvragen voor een individuele vergunning om openbare telecommunicatienetwerken aan te leggen en te exploiteren overeenkomstig artikel 27, § 2, van het koninklijk besluit van 22 juni 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

.../...

Artikel 14

In onderdeel 1° dient in de verwijzing naar een bepaald lid te worden geschreven "tweede en derde lid" en niet "2de en 3de lid".

Hetzelfde geldt voor onderdeel 2°, waar "derde lid" in plaats van "3de lid" dient te worden geschreven.

Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 16 en 17.

Artikel 15

Deze bepaling dient te vervallen, aangezien het koninklijk besluit van 17 juli 1997 betreffende het opzetten en exploiteren van ERMES-semafoonnetten opgeheven is bij artikel 36 van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 tot vaststelling van het bestek van toepassing op de semafoon-dienst en van de procedure inzake de toekenning van individuele vergunningen.

Artikel 23

Deze bepaling dient als volgt gesteld te worden :

"Art. 23. Onze Minister bevoegd voor telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.".

.../...

Slotopmerkingen

Sommige bepalingen van de Nederlandse en de Franse tekst van het ontwerp behoeven enige verbetering uit een oogpunt van correct taalgebruik; onder voorbehoud van de vorenstaande inhoudelijke opmerkingen worden de volgende tekstvoorstellen gedaan :

Artikel 4

In het ontworpen artikel 30bis, § 1, schrijve men : "doet een aanbeveling" in plaats van "formuleert een aanbeveling". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 11, het ontworpen artikel 30bis, § 1.

In hetzelfde artikel 4, het ontworpen artikel 30bis, § 2, schrijve men in de Nederlandse tekst "opmerkingen over" in plaats van "opmerkingen op" en in de Franse lezing "observations au sujet de" in plaats van "observations sur". Deze beide opmerkingen gelden ook voor artikel 11, het ontworpen artikel 30bis, § 2.

Artikel 5

In het ontworpen onderdeel a) schrijve men : "Alle gevraagde prognoses moeten een periode van ten minste vijf jaar bestrijken" in plaats van "Alle gevraagde prognoses moeten een periode van vijf jaar dekken". Deze opmerking geldt ook voor artikel 12, onderdeel a).

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

P. LIENARDY,

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

P. QUERTAINMONT,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par Mme A.-
F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toe-gelicht
door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

P. LIENARDY